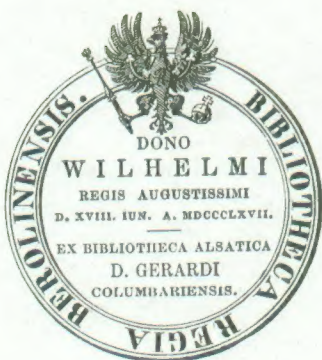


Ms. g. 11.
fol. 192.

MA 1911

Ger. 317



Mémoire
sur
les États de la Province
d'Alsace.

2
Mémoire instructif pour le rétablissement
Des anciens Etats De la Province
D'Alsace suspendus Depuis 1683.

L'Existence et la Durée Des anciens Etats
provinciaux D'Alsace ne peuvent être
révoqués en doute; une foule de titres
authentiques le prouvent, et cette
Province, est plus qu'aucune autre,
appelée à l'Esprit Dieu obtenir le prompt
rétablissement De la justice Du Roy,
parce que cette forme constitutionnelle
est la seule qui puisse se concilier
avec les traités publics, les Capitulations,
les Droits, privilèges et Constitutions
De ses Etats et Villes immédiates; la
seule, sous laquelle l'Alsace puisse
être véritablement représentée, la seule
enfin qui puisse sans surcharge et
sans abus contribuer De la manière
la plus directe et la plus simple
au soulagement De ses habitants.

Le Développement De ce fait établira
son Droit au Souverain De l'arrêt Du
Conseil Du 8. août dernier par lequel
sa Majesté a déclaré à la Nation,
qu'elle avoit reconnu la Nécessité
De rétablir ces Etats Dans les Provinces
où ils n'avoient été que suspendus.

L'autorisation formelle que cet
arrêt renferme et plus encore les
assurances souvent renouvelées De la
part Du Roy, qu'il ne suffiroit point
qu'il fût porté aucune atteinte aux
privilèges et Capitulations De ces Provinces
ont dicté aux dix Villes immédiates
unies la Demande Du rétablissement
Des anciens Etats, qu'elles font aujourd'hui
au nom De l'Alsace, et elles se lient
avec d'autant plus de confiance à
l'Esprit De les obtenir, que la tenue Des
Etats généraux est plus prochaine, que
ce n'est que sous cette forme constitutionnelle
que l'Alsace, qui sans aucun rapport,

ne peut être représentée par les assemblées
actuelles, pourroit l'être valablement,
et que ces Etats Provinciaux différents de
ceux de l'intérieur du Royaume, ne
tendant qu'au maintien de l'autorité du
Roi, et au soulagement de la Province
présentent une justification vraiment
patriotique et vraiment patriotique dont
le monde manque à la France.

Personne n'ignore que les assemblées
communes aujourd'hui, parmi nous sous
le nom d'Etat généraux et dans l'Empire
sous celui de Diètes générales,
n'ayant eu même origine, même existence,
sous des formes à peu près semblables,
et l'histoire qui le prouve, ne permet pas
de douter, que les Provinces de l'Empire,
au nombre desquelles étoit l'Alsace,
n'ayant eu aussi leur Etat particulier.

Néanmoins pour repaître un plus
grand jour sur la légitimité de leur demande
et la rapprocher des circonstances actuelles,
les Dix Villers croient pouvoir se permettre
une courte digression sur l'origine et la
forme ancienne de ces premières assemblées
et sur les changements qu'elles ont éprouvés
dans l'Empire.

Soit que les Germains les Français et les
Gaulois, habitassent à peu près la même
région, ayant été sous un nom commun
ou même ou différents peuples, il est
certain que la forme des assemblées générales
étoit en usage parmi eux; ainsi qu'elle
a probablement dû être chez toutes les
peuplades voisines, composées d'hommes
égaux et compagnons d'une même
fortune.

Chez les Germains, dont la pureté des mœurs
faisoit la gloire et la force, ces assemblées
étoient composées des anciens et de tout ce
que l'Etat avoit adonné à l'honneur de le servir.
La Vertu de ce peuple décidoit des rangs
et non pas le hazard de la naissance.

Tout ce qui jeteroit l'ordre et le doute
commun étoit du ressort de ces assemblées
ou y, Decidoit de la paix, de la guerre,
Les principes y, étoient jugés, et si la
matière des Impôts n'y étoit point agitée
c'est que la Dixme des fruits et de
détail qui se payoit au Prince, étoit
un tribut volontaire.

Les moeurs de cette Nation ne
corrompoient pas la porte de sa liberté,
Cette porte étoit sur les foras de fer
anoblies, mais on les empesait pas de
subsister et on scait qu'elles furent l'appui
le plus ferme du Regne immortel et
glorieux de Charlemagne.
A cette époque elles étoient composées
que du haut Clergé, c'est à dire des
Evêques et Abbés, des Principaux officiers
et de ceux qui possédaient ou exerçaient
les grandes dignités et emplois de
l'Empire dans les provinces, étoient
chargés d'y porter les demandes, que
celles-ci avoient arrêtées dans leurs
assemblées particulières.

La guerre presque continuelle que les
Empereurs eurent à soutenir contre les
Cous de Rome pendant le 12.^{me} siècle.
ayant épuisé leurs forces, ils vendirent
à un Grand Nombre de Villes immédiates,
ou princières de leur seigneurie, le
Droit de municipalité ou celui de
nommer elles mêmes leurs Magistrats.

Le Droit qui en quelque sorte
anéantissoit ces Villes & celles qui jouissaient
par les Empereurs ou comme avant le
Regne de Charlemagne jouissaient
deja de l'immédiateté, s'accrut encore
pendant la durée du long Interrègne
sous lequel les propriétés et le droit
de l'Empire même devinrent la
proie du plus fort, furent usurpés
par tous les Grands propriétaires

quelque injustice que furent
ces usurpations de l'empereur.
Conséquemment, pour sauver la souveraineté
de l'Empire et prévenir une division
qui aurait infailliblement entraîné et
amené sa ruine.

Les Villes, qui avoient profité de
cette circonstance pour s'élever par
l'usurpation de tout le droit de
supériorité territoriale au rang d'état
immédiat de l'Empire, profitèrent
aussi de la faiblesse politique des
empereurs et furent admises aux
Diètes générales, de sorte que c'est
à cette époque que l'on peut fixer
la réunion de la partie la plus
importante du tiers état dans les
Diètes générales, qui furent d'abord
composées des trois ordres.

Charles IV. par la Bulle d'or lui
prescrivit des règles, qui ne pouvaient
point de changement de la part de ses
successeurs, si on en excepte la
distribution de l'Empire en cercles
que l'empereur Maximilien I. jugea
nécessaire pour parvenir à en pacifier le
trouble, et qui donna lieu à l'établissement
des Diètes Circulaires formant des
assemblées moyennes et en quelque sorte
préparatoires entre les Diètes de
l'Empire et les provinces des provinces.

Cet ordre, qui subsiste encore
aujourd'hui, prouve donc que l'Alsace
aussi que toutes les autres provinces de
l'Empire a eu au moins depuis plusieurs
siècles, des états provinciaux composés
de corps immédiats des trois ordres.

D'ailleurs cette preuve établie
par l'induction peut d'autant moins être
contestée, que l'art. VI. de la capitulation

De Lippold premier et trois Cent
autres depuis dans les Archives de la
Province prissent à chaque instant
lepp la porte jusqu'au plus haut
degré d'indigne.

Ces actes constatent que ces assemblées
toujours convoquées et présidées par les
Vicaires et Commissaires des Empereurs,
convenaient de tout ce qui peut avoir
trait à l'ordre de la justice, à la haute
police et administration générale
de la Province.

Les trois Verbaux nombreux ou réunis des
Etats provinciaux tenus depuis 1588
jusqu'en 1688. ne laissent aucune doute
à ce sujet; ils prouvent que ces Etats
se sont occupés des élections aux sièges
de justice, de la fabrication et du cours
des monnaies, des bailliages et rentes des
seigneurs, des Dixmes, du monopole des
grains, de l'état général, du commerce
de la Province. De la navigation du
Rhin, des péages, de la taxe des
Mareyeurs et des ouvrages d'arts et
Métiers, des loix somptuaires, des
moyens d'acquiescer les dettes des Villes
et Communautés &c.

Il est surtout important de distinguer
parmi ces actes les trois Verbaux des
Douze derniers assemblées d'Etat,
tenus depuis le Traité de Münster
postérieurs par conséquent à la
réunion du souverain Domaine de
l'Alsace à la Couronne, et dont il
résulte, que la Souveraineté de l'Etat
provinciaux d'Alsace est une forme
véritablement constitutionnelle, dont
elle a non seulement joui sous l'Empire,
mais une prerogative à un Droit
que les traités publics lui ont garanti
et réservé. Dont elle a une librement
depuis sa réunion à la France, et que

Louis XIV. a lui-même avoué, reconnu
et confirmé en autorisant l'usage du
1^{er} Janvier 1688. l'usage de la
suspension

Le rétablissement des Etats provinciaux
étant non seulement préjugé par l'arrêt
du 8^{me} août dernier, en faveur des
provinces dans lesquelles il n'ont été
que suspendus, mais même reconnu,
jugé raisonnable et judiciable
à la Régularité de la tenue prochaine
des Etats généraux, à l'égard de laquelle
S. M. ne veut point que les Droits de
ces provinces et de ses Villes puissent être
compromis, pourroit-il être refusé
à l'Assemblée, qui prouve l'existence des
Sieurs, qui prouve que cette forme
Constitutionnelle est pour elle absolue
exclusion, que toute autre forme
et notamment celle des assemblées actuelles,
inconciliable avec ses Droits, les
compromettent nécessairement, surtout
à l'Assemblée des Etats généraux, où
elle ne pourroit être véritablement
représentée.

quelque évidence que soient les preuves,
on peut cauter des conjectures,
qu'elle soit attaquée par les assemblées,
si elles étoient consultées sur la Demande,
et rien ne prouveroit mieux assurément
l'intérêt particulier et purement patriotique
que les Dirigez, qu'une opposition de
leur part à une Demande aussi juste et
aussi victorieusement établie; leurs
 Craintes, leurs inquiétudes ont déjà
transpiré, le futile moyen, dont ils
se proposent de se servir sont même
communs, et tout jugement qui en
seroit l'usage sous un Roy, juste et

éclairé, par un Ministre juvénile
aux petites ruses et jactances. Les Villes
croient qu'il est de leur prudence de
les prévenir.

Ces prétendus motifs sont à ce que l'on
dit 1° que le Etat d'Alsace n'étoient
que des Confédérations et des ligués
différentes particulières à quelques
Villes ou Etats.

2° que ces assemblées n'étoient point
générales mais particulières à la Haute
et à la Basse Alsace, qu'elles n'étoient
point composées des trois ordres, et que
ne ressemblant ni par leur forme, ni par
la nature des objets que l'on y
traitoit à ce qu'on connoît en France
sous le titre d'Etat provincial,
Leurs assemblées d'Alsace ne pouvoient
mériter cette qualification et

3° que ces Etats ne pouvoient même
en supprimant leur existence être rétablis
dans cette Province. parce que des
Princes souverains étrangers y ayant
des possessions considérables, seroient
dans le cas de leur faire la loi.

Le Roi Subal des Etats

provinciaux tenu le 1^{er} fev. 1580
auparavant et pulveriser le deux premiers
motifs. Non contentes prouver que l'on
s'y étoit occupé d'objets qui jacturoient
le bien de la Province, ses soumissions
démonstrant que non seulement le
Etat judiciaire des trois ordres de la
Haute et Basse Alsace y étoient réunis,
mais encore beaucoup d'autres Seigneurs
et propriétaires ecclésiastiques et laïcs.

Il est très clair, qu'indépendamment
des assemblées générales ou Etats
provinciaux de la Haute et Basse Alsace
ont eu des assemblées particulières et
différentes, dont la cause facile à
établir, firent disparaître le moyen
de surprendre l'illusion que l'on

Voudroit en tirer.

L'Empire fut distribué en 6 Cercles
Vers la fin du 15.^{me} siècle et le nombre
fut porté à 10 au commencement du
siècle suivant.

Le premier cercle fut assigné à la main
d'Autriche pour toutes ses possessions,
au nombre desquelles étoit de majeure
partie de la Haute Alsace, Le Rhin
et l'état immédiat de la Haute et Basse
Alsace furent attribués au quatrième,
qui est le cercle du Haut Rhin.

On a déjà eu occasion de dire
que ces cercles avoient été établis
pour pacifier les troubles de l'Empire
et assurer l'exécution de ses jugemens
et loix.

Il faut ajouter que les ducs des cercles
appellés simples lorsque l'assemblée n'étoit
formée que par les membres du même
Cercle, composés lorsqu'ils étoient
de plusieurs Cercles
se réunissoient dans les Classes
correspondantes qui leur sont assignées, étoient
en droit de prononcer sur des matières, et
arrêter les prier par les Etats des provinces
de leur ressort particulières ou communes.

Il faut dire encore que cette
Correspondance est divisée en trois Classes,
savoit : les Cercles d'Autriche, de Bavière
de Franconie et de Saxe, dans la première, dans
la seconde ceux de la Haute et Basse Saxe,
et dans la troisième les Cercles du Haut et
Bas Rhin avec celui de Westphalie.

ou voit donc par cette division, que le Clergé,
la Noblesse, les abbayes de l'ordre de
Saint-Benoît, et autres de la haute Alsace,
presque toujours représentés par
l'archiduc d'Autriche, ne pouvant
porter ailleurs qu'un Cercle de ce
sont des objets qui leur étoient
particuliers tels que leurs droits et
leurs Impositions, devoient nécessairement
avoir des assemblées particulières et que
la même raison subsistait pour le
surplus de la Province attaché au Cercle
du haut Rhin, la Basse Alsace
devoit également avoir les siennes
sans que ~~cette~~ cette division fût
et qu'elle dépendant de la qualité des
archiducs changeât rien à l'intérêt
commun de la Province, et par
conséquent à la tenue des Etats
provinciaux, que l'on ne peut
confondre avec les assemblées
particulières.

La prétendue impossibilité de
rétablir avec un Etat fondé
sur l'Estime Considérable des possessions
des Princes étrangers exige quelques réflexions.

leurs Seigneuries formées & leur
à-peu-près le quart de la Province, mais
leurs propriétés personnelles
Seigneurs n'en font pas la centième
partie ; ce point de fait doit faire
convoiter, quel objection ne pour base
quelques du mot et l'illusion doit
disparaître.

mais quand il seroit vrai que leurs
possessions aussi considérables, qu'on pourroit le
supposer, ne seroit-il pas odieux d'en vouloir
leurs usages, le droit attaché aux propriétés
les plus légitimes ? droit bon pour chaque
Prince ainsi que pour chaque Etat Germanique
à la prérogative d'envoyer, si bon lui semble,
et quelquefois même, qu'ils puissent être
possessions, son représentant aux Etats
provinciaux, auxquels quatre ou cinq
Députés certainement ne pourroient
faire la loi : et ce seroit néanmoins à
des Princes, qui ont volontairement
reconnu la souveraineté du Roy
Sur les Sujets de leurs Domaines et
leurs terres en Alsace, que l'on
voudroit disputer le droit ? à des

Princes, qui ont redonné à la France une
multitude de nouveaux Sujets, qui
ont fourni leurs vœux. Elle à la loi des
Grecs, que les habitants ne devaient
qu'à leurs anciens Souverains? à ces
maisons augustes qui nous offrent
de donner des marques d'attachement
à la France, dont les Princes mêmes
volontairement placent sous les drapeaux
sont prêts à verser leur sang pour sa
défense et sa gloire? à des Princes
Enfin, quel intérêt politique de la
France veut, qu'elle ménage pour se
conserver une influence couronnée
dans le système du Corps germanique?
de pareilles absurdités, si on étoit
jamais les arames, se respecteraient
pour elles mêmes, et ne devraient point
recevoir l'explication de la forme, sous
laquelle l'affaire demande le
relaxement de ses Etats
Provinciaux. la seule qui soit conforme
à l'usage ancien, qui puise de
councils aux les prerogatives éminentes

Des Princes souverains Etrangers, avec
les droits et privilèges généraux et
particuliers de la Province, la seule
qui soit conforme aux principes de la
constitution monarchique, avec
des intentions bienfaisantes du Roy, qui
veut rétablir les sujets dans leurs
anciens droits, et qui diffère en fin
des assemblées nommées provinciales,
qu'en ce qu'elle ne peut ne peut en
avoir ni le défaut ni les abus.

On a vu que les anciens Etats
provinciaux d'Alsace avoient toujours
été convoqués et présidés par les vicaires
et Commissaires des Empereurs, et
que le Commissaire du Roy avoit
également présidé eux, dont Louis XIV.
autorisait la tenue en 1669.

Les Princes et Etats Immédiats
reclament la continuation de cette
forme précieuse. non seulement comme
un moyen de renouvelles et conjurer
d'une manière plus solennelle
l'hommage qu'ils doivent à leur

2 Souveraineté du Roy et leur dévouement
au maintien de son autorité, mais en-
même temps comme une forme essentielle
et inséparable de l'immédiateté, que
les traités publics leur ont consacrés et
à laquelle ils ne peuvent renoncer.

une considération non moins importante,
dont le bien général de la Province est l'objet,
justifié et approuvé même à la suite de
leurs réclamations, on ne peut qu'il ne
soit de la plus grande nécessité, qu'une
assemblée destinée à faire le bien et
à étendre ses regards sur toutes les
parties de l'administration, soit présidée par
un Magistrat éclairé, connaissant les divers
intérêts de la Province, et dont les lumières
affermies par une longue expérience puissent
le mettre à portée de la conduire sûrement
au but qu'elle se propose d'atteindre, cette
nécessité n'est malheureusement que trop
bien prouvée par les assemblées actuelles,
et ces considérations réunies semblent
exiger, que cette Présidence soit attribuée
au Commissaire départi, dont le
Caractère moral, les connaissances, les
lumières et les vertus ne laissent rien
à désirer. —

on a observé que dans l'ordre ancien chaque
Etat Immédiat de quel ordre qu'il fut, devoit
avoir son représentant, et cet ordre doit être
renversé. mais comme chaque Etat Immédiat
n'estoit et ne peut être représenté; que pour
le rapport de son intérêt particulier et
individuel, qu'il ne peut même en quelque
sorte représenter l'ordre, dans lequel il
pourroit être classé; qu'il s'agit d'ailleurs
d'un renouement de renouveau l'universalité
des suffrages de tous les citoyens d'Angleterre
dans leurs anciens droits pour former
un nouveau royaume, il est indispensable
qu'indépendamment des députés de
l'Etat Immédiat chaque ordre ait les
siens. iest à dire que le Clergé de
chaque diocèse et les deux Corps du
Noblesse aient chacun leur représentant,
ainsi que les villes médiates renouvellent
aux Communautés d'habitans, qui
élisent les leurs par département
et dans des assemblées pareilles
à celles qui sont en usage pour régler
le pied de la sous-repartition des impôts.
le Concours des représentants du

tiers ordre rendra les Etats provinciaux
 d'allure un peu plus nombreux, qu'ils ne
 l'étoient autrefois. mais cette augmentation
 faite surpasse de la façon qu'auroit été
 l'aj. à tous les sujets est véritablement
 un acte de justice, et d'équité, pour
 quelque aspect qu'on en l'envisage.

Le nombre des députés du tiers Etat
 sera plus considérable que celui des
 autres ordres, cela paroit juste, et
 quelque soit la différence elle sera toujours
 bien inférieure à ce qu'elle devroit être
 dans le système de l'égalité; car si
 voulant une proportion, on la cherchoit
 dans le rapport du nombre respectif des
 membres de chaque ordre, on
 trouveroit que celui des chefs de
 famille de la Noblesse en France est
 au nombre de ceux du tiers
 ordre comme un à 600. et que
 le Clergé des trois diocèses est au
 même ordre comme 4. à 600.

ou en supposant trois députés pour le
 Clergé des trois diocèses, deux pour les
 deux corps de la Noblesse, et quarante pour

le tiers Etat, se trouvant seroit au plus
le 20^{ème} partie de ce que le tiers Etat
devrait avoir dans la proportion des deux
autres. Si on abandonne la proportion
relative des nombres respectifs des trois
ordres, qui est la seule juste, en parlant
de l'égalité des suffrages pour chercher le
rapport de leur contribution d'après la
contribution générale de la province, qui
devrait être celle de leurs propriétés,
la différence sera encore la même.

au reste. Ineque le droit de suffrage
est attaché à l'état de citoyen, ce droit
appartient au laboureur comme au Noble.
Soudoyés d'ailleurs l'un et l'autre
aujourd'hui ne sont ils pas égaux lorsque
renversés dans les champs de leur souverain
les mêmes dangers ils répandent leur
sang pour le salut et l'intérêt commun
de la patrie? pourroient ils ne l'être
plus quand il s'agit de voter pour son
bien? et le noble qui se repose
sur ses lauriers ne reconnoit il le
laboureur, qui orne des siens la charrue
dont il nourrit cette même patrie, qu'ils
ont défendue en commun?

Justes différences, restes de la
vie leue. en despotisme féodal, qui vous
retrouvez partout, disparaître! Louis
XIV. vous l'ordonne, c'est vous qui maintenez
la tendre sollicitude du meilleur des
Rois avez déterminé la bienfaisance
et la Justice paternelle à regarder tous
ses sujets comme ses enfans, à vouloir
sans touches à la distinction des
Rangs que le poids des charges fût
également et indistinctement supporté
par tous ses sujets; bienfait précieux
dont le bien Etat sent tout le prix
et qu'il brule d'impatience de consacrer
dans les formes de ses Etats réunis
par l'hommage de son Jumentelle
reconnaissance.

en adoptant ^{ce} quelon vint de braves
des Etats provinciaux composés de
représentans des Princes sous. vassaux,
des Deputés des autres Etats Jumentels
corroquis ainsi que ceux du Clergé, de la
Noblesse et du bien Etat formeront
une assemblée de 64, ou 66. membres

aux plus et sous cette forme aussi Juste
que simple les droits généraux et
particuliers seroient conservés dans
leur parfaite intégrité, sans qu'il
en résultât aucune surcharge pour
la Province, les frais des représentations
devant être à la charge des représentants
et ceux-ci étant les maîtres d'en
soutenir ou de les Refuser.

pour rapprocher les fonctions de
ces Etats de l'ordre ancien, suivant
lequel les arrêtés concernant le
bien et l'intérêt général de la
Province, étoient subordonnés à
la décision des diètes vicinales ou
générales, les Princes ainsi que les
villes immédiates desireroient et juroient
à requerront les arrêtés, qui seroient
pris dans ces Etats d'après le résumé des
cahiers particuliers des villes et
Communautés, ou sur les grands intérêts
et l'administration générale de la
Province, soient toujours fournis à la

Sanction du gouvernement et
renvoyé pour leur exécution aux
Commissaires départi comme dépositaire
de la seule autorité légitime.

Le motif de cette disposition, qui rend
en quelque sorte indifférente la proportion
du nombre des représentants de chaque
ordre tend à créer l'établissement
d'une Commission intermédiaire

indépendamment ministérielle et on ne peut dire
que les dispositions sont arrêtées par
les Etats, et si, comme le Roy l'a dit
dans son discours aux notables, et
comme on ne peut douter, il est
contraire aux principes du gouvernement,
que ces sortes de Commissions aient
aucune autorité exécutive. Et
aucune Jurisdiction toujours dangereuse
d'ailleurs par la permanence, qui les
portera sans cesse à s'élancer
progressivement aux Entreprises
arbitraires et abusives, qui
entraînent et tous les corps de
cette espèce.

on doit pouvoir juger maintenant,

que les Demandes du rétablissement
des Etats d'Alsace, bien différents
de ceux des Provinces de l'intérieur,
n'a pour objet directe que le
maintien de l'autorité du Roy
et le Douce de la Province, qu'elle
se présente à la forme et au fond
qu'une assemblée Provinciale
dont les membres seront choisis
par l'universalité des suffrages,
librement réunis, qu'une assemblée
Provinciale patriotique dont les
membres absolument désintéressés,
neusairement jacobins à l'oppos
de la terre, ou du pouvoir, parcequ'ils
n'auront aucun mode de permanence,
aucune espèce de pouvoir exclusif,
uniquement occupés de la régénération
du Peuple ne se proposeront jamais
pour l'effectuer que des Voyes Douces
et simples, les seuls qui puissent
y conduire l'exemple qu'ils ont
sous les yeux, leur prouvera cette
Vérité, et les convaincra, que ce
Peuple ne peut se faire en usurpant
les Droits des uns et des autres,
en bouleversant inconsidérément
l'ordre établi, fomentant
l'anarchie de toutes parts,
s'élevant en juges, faisant des
lois, reformant même celles du
Souverain, en faisant tout ce
mauvais et de plus criant encore

sous le vain prétexte du bon plaisir
du Roy, qui les ignore.

Ces reproches, auxquels les
Députés aux États ne pourront
jamais être exposés, ne sont pas
dictés par une Critique anticipée,
qui s'attaquant aux difficultés des
Commencements (sans de l'ignorance),
calcule d'avance l'effet des journaux,
qu'elle s'efforce de prévoir et d'accumuler.
Les faits existent, la preuve peut
en être faite à chaque instant
et la assemblée actuelle, si elle
sout de bonne foi, couvriront
elles même, qui il faut encore
ajouter à ces maux, la dégradation
des routes dont la fourniture
intermédiaire a été rendue
permanemment responsable,
La Corvée rétablie pour le
transport de ses fournitures,
Le fourrage judiciairement exigé
parcours des communes,
des adjudicataires, enfin l'absence
de tout d'une administration
lucrative et judicieuse.

Cette énumération est sans
doute affligeante, mais la misère
de mettre en parallèle l'administration
des États provinciaux avec celle
des assemblées actuelles, l'exigent;
et la reticence dans ce cas seroit

même d'autant plus essentielle, —
que le Roy, a'a unie de donner —
à ses peuples la tranquillité assurée,
qu'il ne cesseroit point de vouloir leur
bonheur, qu'il ne se lasserait jamais
d'en servir les moyens, et qu'il
seroit toujours prêt à faire les —
changements, qui pourroient ^{les} leur
provenir.

Celui, qui l'aison sollicite est sous
tout les rapports dans l'ordre de
Vie de justice et de bienfaisance,
qui anime sa Majesté.

Le retablisement de l'état
intérieur de cette Province est fondé en
droit; j'est avoué aux maintiens
de l'autorité du Roy, à la Province,
je ne change même pas l'ordre
du plan de sa Majesté qui s'est
réservé de faire des changements
dans les assemblées qu'elle a établies,
puisque ces états provinciaux
ne sont évidemment, qu'une —
assemblée provinciale plus —
parfaite et exempte des abus
et des défauts de celle-là.

abus qui n'existe à la vérité
que parce que l'on n'a pas eu le
soin, que M. le Roy avert
j'uge nécessaire, de lui fournir
dans les bureaux, qu'il leur avait

amiquier, à fin que ne pouvant
être entraînés hors des limites,
Les membres de cet assemblée
ne se laissent point détourner par
l'intérêt et la passion des Vies
de l'ordre et du bien général,
abus auquel elle se livre et s'expose
bien plus facilement qu'un homme
seul, ou contre lequel elle n'est
moins en garde, par ce qu'un homme
seul s'entant ce qu'il se doit à
lui-même, à son état, expose
seul à tous les regards doit compter
de toutes ses actions, tandis que
les Vies de la multitude n'ont que
que la masse, et n'affectent
jamais le particulier.

Qu'il suffise donc aux Dip
tées immédiates unies d'avoir
établi d'une manière incontestable
le droit de l'absence au rétablissement
de ses anciens états provinciaux,
d'avoir démontré que cette forme
Constitutionnelle, juste, simple,
gratuite est la seule qui puisse
se concilier avec la représentation,
traiter public, droits et privilèges
général et particulier de la
Province; que toute espèce de
subordination à une assemblée
populaire est incompatible avec

Le rang de Prince souverain,
et les droits de l'Etat immédiat, qui
ne peuvent être placés que sous
l'autorité immédiate du Roy ou de
son Souverain Seigneur, Comme j'en
l'ai toujours été depuis qu'il est
volontairement reconnu la souveraineté
de sa Majesté.

qu'il suffise à ces Villes de pouvoir
représenter que l'approuve des Etats
généraux pour le rétablissement de
cette forme constitutionnelle d'autant
plus juste, que les assemblées
actuelles, n'étant point élues par
l'universalité de la Province,
rassemblées en corps d'Etat, ne peuvent
les représenter; que n'ayant reçu
aucun pouvoir aucune mission,
de sa part, elles ne peuvent
l'engager, l'obliger, ni former aucun
Vœu pour elle, et moins encore pour
les Princes et Etats immédiats,
qui ne peuvent les reconnaître,
se Verroient forcés de protester
contre tout ce que ces assemblées
pourroient faire ou entreprendre
en leur nom.

qu'il lui suffise enfin d'avoir porté
jusqu'à l'évidence les Vœux de
cette substitution, si désirable pour
le maintien de l'autorité du Roy,

14
et Le Douzies de la Province,
prejuge par l'arrêt du 8^e aoust
dernier, fondee sur le titre le
plus respectable, appuyee de
l'assension des Princes, Etats et Seigneurs
immmediats, pour esperer avec la
plus entiere Confiance de la
Justice de Sa Majestee le retablisment
la prompte Convocation, la
tenue annuelle des anciens Etats
provinciaux d'Alsace. /.

